

Pour que la directive cadre s'appuie sur la dynamique et les enseignements du SDAGE et parce que le processus de révision du SDAGE en cours est désormais enclenché, la prise en compte du bilan du SDAGE dans la méthode de travail se justifie à deux titres principaux :

- ce bilan axé sur les aspects techniques ou plus institutionnels permet d'alimenter de façon conséquente l'état des lieux de la DCE et notamment le scénario d'évolution. Ainsi, les tendances de l'évolution de telle ou telle problématique constatées dans le tableau de bord du SDAGE ont implicitement été prises en compte pour alimenter le débat sur les perspectives 2015 ;
- après l'état des lieux mené au titre strict de la directive cadre, va s'engager très rapidement le processus de révision du SDAGE. Dans cette optique il s'agit dès à présent de faire le point sur les priorités du SDAGE non ou insuffisamment traitées au titre de la directive.

Il s'agit également de procéder à une première évaluation plus globale de l'ensemble de ce processus de planification sous un angle plus "fonctionnel" : quelle a été l'appropriation politique de ce processus ? Quelles sont les dynamiques impulsées par le SDAGE qui ont apporté une véritable plus value ? Quels accompagnements prévoir dans la mise en œuvre du futur SDAGE révisé ? Quels sont les points forts et les points faibles de l'organisation mise en place, etc ?

Ce bilan du SDAGE est donc indispensable pour alimenter les questions importantes qui doivent préparer la révision du futur SDAGE dans sa globalité.

Dans cette double optique, le secrétariat technique a engagé au printemps 2004 un premier bilan en s'appuyant sur :

- une analyse à caractère technique issue des données du tableau de suivi du SDAGE (panoramique 2002) ;
- une analyse plus "fonctionnelle" de la mise en œuvre du SDAGE alimentée par une série d'interviews d'un échantillon représentatif de partenaires impliqués dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'eau engagées dans le cadre du SDAGE. Une quarantaine de personnes plus ou moins directement concernées par le SDAGE (élus, responsables

de service, techniciens de collectivités, représentants des usagers, services de l'Etat...) ont ainsi été interviewées.

Ce premier bilan, qui mérite d'être complété dans les mois à venir en fonction d'informations complémentaires à collecter et des contributions qui seront issues des consultations, est joint en annexe au présent document d'état des lieux. Il doit être lu en parallèle et en complément au tableau de bord du SDAGE (Panoramique 2002).

A titre de résumé provisoire, on peut retenir de cette première évaluation les éléments qui suivent.

Sur un plan politique et institutionnel

- Le SDAGE semble être un document de cadrage reconnu par les acteurs impliqués dans le gestion de l'eau.

- Le SDAGE marque un tournant par rapport aux pratiques antérieures (gestion équilibrée de la ressource, gestion locale et concertée...).

- La politique qu'il a initiée doit être relayée par les acteurs locaux pour être concrétisée : le rôle central des structures de gestion par bassin versant et de leur partenaires techniques institutionnels est de ce point de vue réaffirmé. Le succès des SAGE dans le bassin conforte ce constat.

- S'il constitue un outil de référence pour les techniciens spécialistes du domaine de l'eau (les notes et guides techniques du SDAGE sont réellement appréciés par cette catégorie d'acteurs), il a encore trop rarement acquis un statut d'outil de travail familier et reste parfois peu "lisible" pour certains élus et acteurs économiques.

- Le processus d'information, de communication et d'appropriation que le SDAGE avait initié reste à renforcer et à élargir pour la préparation du plan de gestion au titre de la directive cadre.

Sur un plan plus technique

- D'importants progrès ont été accomplis dans le domaine de la connaissance.
- Le bilan est plus contrasté sur l'évolution de l'état des milieux aquatiques avec :
 - des progrès à confirmer sur la pollution oxydable ;
 - des problèmes qui demeurent sur la pollution par les nitrates, les toxiques, et une eutrophisation toujours très présente.
- Certains types de milieux jusqu'ici un peu oubliés comme le littoral et les zones humides sont aujourd'hui mieux pris en compte mais avec une ambition à amplifier.
- Subsiste toujours une inquiétude sur les eaux souterraines qui restent sans doute un patrimoine "négligé" car plus difficile à connaître et à gérer.
- Des enjeux majeurs sont toujours d'actualité notamment dans les domaines de l'alimentation en eau potable, de la gestion de la ressource et de la gestion des inondations.
- Enfin des thèmes nouveaux sont à explorer ou à approfondir en sortant du monde de l'eau et en s'intéressant à d'autres politiques : aménagement du territoire, politique agricole, politique énergétique, santé publique etc.

Les consultations à venir ont vocation à conforter, compléter ou amender ce premier diagnostic.



LE SCÉNARIO D'ÉVOLUTION

L'état des lieux consiste à évaluer l'état des eaux à l'horizon 2015 et l'écart prévisionnel par rapport à l'objectif de bon état, et plus généralement par rapport à l'ensemble des objectifs environnementaux de la DCE. L'état des eaux à l'échéance 2015 n'étant par définition pas mesurable, cette prévision revient à estimer les pressions et les impacts à cet horizon et à en déduire l'état prévisionnel. Ceci est l'objet du scénario d'évolution.

Afin d'établir cette prospective, la méthode a consisté à faire appel à plusieurs sources d'information :

- éléments élaborés lors des groupes de travail locaux ;
- tendances et retours d'expérience recueillis aux cours des séminaires avec les socio-professionnels ;

- chroniques issues des tableaux de bord du SDAGE (panoramiques) ;
- bilan du SDAGE ;
- estimation des effets des politiques publiques après synthèse des mesures proposées dans les documents de programmation et de planification (Contrats de plans, documents uniques de programmation) et les outils réglementaires (Schémas départementaux des carrières par exemple).

Conformément aux instructions nationales, les estimations réalisées tiennent compte des projets en cours ou décidés et de l'application conforme des réglementations et engagements au titre des directives.

Tous ces éléments devront être repris et approfondis lors des étapes ultérieures, le programme de mesures devant être conçu en parfaite cohérence avec le scénario d'évolution.

